



EXPOSITION

COLONISATION & PROPAGANDE

COLONISATION & PROPAGANDE

En France, l'histoire de la colonisation a traversé cinq siècles et a été marquée par plusieurs étapes : le temps des conquêtes, la fin du premier empire colonial, l'expansion territoriale, l'apogée colonial et enfin par les décolonisations. Cette exposition s'attache spécifiquement à la période allant de la seconde moitié du XIX^e siècle jusqu'à la fin du XX^e siècle. Pendant plus d'un siècle, de la III^e République naissante (1870) à la dernière décolonisation (1980, les Nouvelles-Hébrides), la propagande coloniale a fait partie du quotidien des Français. Affiches touristiques ou de recrutement militaire, expositions universelles et coloniales, manuels scolaires et protège-cahiers, couvertures de livres et de magazines, presse illustrée et brochures de propagande, photographies et cartes postales, jeux de société et bandes dessinées, publicités et films, monuments et statues, peintures et émissions de radio... tous les supports ont participé à cette mise en exergue de la « Plus grande France ».

En 1920, une Agence économique des colonies est créée pour dynamiser cette conquête de l'opinion et, jusqu'aux années 1950, elle va coordonner l'action propagandiste aux côtés du musée des Colonies (à partir de 1935), et d'autres organismes comme la Ligue maritime et coloniale et de nombreuses structures relais.

Génération après génération, l'idée coloniale a fait son chemin, pour devenir consensuelle durant l'entre-deux-guerres et se prolonger jusqu'aux dernières heures de l'Algérie française et même au-delà. Au cœur de cette dynamique, l'image a été un vecteur essentiel du message colonial, portant un regard paternaliste sur ceux que l'on appelait les « indigènes ». Jusqu'aux décolonisations, images et discours de glorification furent les alliés puissants de la colonisation qui a servi de socle sur lequel la France a légitimé son œuvre outremer pendant qu'elle l'élaborait. Quelles représentations a-t-elle donc produites et quelles traces a-t-elle laissées dans notre inconscient collectif ? Pour y répondre, il faut plonger dans le « bain colonial » et analyser ces images omniprésentes, séduisantes, éducatives et divertissantes, faites d'exotisme et parfois de violence ainsi que les discours qui ont accompagné cette longue histoire.

Il est nécessaire d'expliquer les mécanismes de fabrication de ces images pour comprendre comment elles ont diffusé, en profondeur, les messages de la propagande capable de séduire un large public, et imprimé dans les esprits des représentations spécifiques sur les populations colonisées. Soixante ans après les décolonisations et notamment la fin de l'Algérie française (1962), cette exposition se présente comme un lieu de mémoire. Chaque panneau analyse, décrypte et replace dans son contexte cette incroyable production, permettant, en croisant les sources les plus diverses et des archives exceptionnelles, de comprendre les mécanismes de l'adhésion du plus grand nombre à l'Empire. Cette approche inédite sur notre culture visuelle politique et historique participe au travail d'analyse en cours sur l'héritage de la colonisation, nous permettant de regarder autrement ce passé et ses résonances dans le présent.

COLONISATION & PROPAGANDE



© Musée de la Ville de Paris, Paris, 1993

En France, l'histoire de la colonisation a traversé cinq siècles et a été marquée par plusieurs étapes : le temps des conquêtes, la fin du premier empire colonial, l'expansion territoriale, l'apogée colonial et enfin par les décolonisations. Cette exposition s'attache spécifiquement à la période allant de la seconde moitié du XIX^e siècle jusqu'à la fin du XX^e siècle. Pendant plus d'un siècle, de la III^e République naissante (1870) à la dernière décolonisation (1980, les Nouvelles-Hébrides), la propagande coloniale a fait partie du quotidien des Français. Affiches touristiques ou de recrutement militaire, expositions universelles et coloniales, manuels scolaires et protège-caviers, couvertures de livres et de magazines, presse illustrée et brochures de propagande, photographies et cartes postales, jeux de société et bandes dessinées, publicités et films, monuments et statues, pétitions et émissions de radio... tous les supports ont contribué à cette mise en exergue de la « Plus grande France ».

En 1920 une Agence économique des colonies est créée pour dynamiser cette conquête de l'opinion et, jusqu'aux années 1930, elle va coordonner l'action propagandiste aux côtés du musée des Colonies (à partir de 1933), et d'autres organismes comme la Ligue maritime et coloniale et de nombreuses structures relais.

Génération après génération l'idée coloniale a fait son chemin, pour devenir consensuelle durant l'entre-deux-guerres et se prolonger jusqu'aux dernières heures de l'Algérie française et même au-delà. Au cœur de cette dynamique, l'image a été un vecteur essentiel du message colonial, portant un regard paternaliste sur ceux que l'on appelait les « indigènes ». Jusqu'aux décolonisations, images et discours de glorification furent les alliés puissants de la colonisation qui a servi de socle sur lequel la France a légitimé son œuvre outremer pendant qu'elle l'élaborait. Quelles représentations a-t-elle donc produites et quelles traces a-t-elle laissées dans notre inconscient collectif ? Pour y répondre, il faut plonger dans le « bain colonial » et analyser ces images omniprésentes, ambiguës, éducatives et divertissantes, lues et exécutées et parfois de violence ainsi que les discours qui ont accompagné cette longue histoire.

Il est nécessaire d'expliquer les mécanismes de fabrication de ces images pour comprendre comment elles ont diffusé, en profondeur, les messages de la propagande capable de séduire un large public, et imprimé dans les esprits des représentations spécifiques sur les populations colonisées. Soixante ans après les décolonisations et notamment la fin de l'Algérie française (1962), cette exposition se présente comme un lieu de mémoire. Chaque panneau analyse, décrypte et réplique dans son contenu cette incroyable production, permettant, en croisant les sources les plus diverses et des archives exceptionnelles, de comprendre les mécanismes de l'adhésion du plus grand nombre à l'Empire. Cette approche inédite sur notre culture visuelle politique et historique participe au travail d'analyse en cours sur l'héritage de la colonisation, nous permettant de regarder autrement le passé et ses résonances dans le présent.

L'EMPIRE COLONIAL FRANÇAIS DU XVI^e AU XX^e SIÈCLE



“ Quand chaque Français sera bien pénétré de toutes ces connaissances fort simples, la grande unité nationale, celle de l'Empire de cent millions d'habitants, sera réalisée. ”

1860-1930

EXPLORATIONS & EXPANSION

Tout au long de la deuxième moitié du XIX^e siècle, la France, aux côtés des grandes puissances occidentales, lance une nouvelle vague d'explorations à travers le monde. En pleine Révolution industrielle, on cherche des matières premières et des débouchés pour les produits métropolitains et les grands États européens se livrent à une concurrence effrénée pour la conquête de territoires. Sous le Second Empire, une vision nouvelle du « lien colonial » s'impose, déjà développée sous la II^e République, notamment par Alexis de Tocqueville. La France cherche à développer son influence sur tous les continents ; c'est ainsi que se met en place un « lobby colonial » composé d'armateurs, de politiciens, de banquiers, de publicistes ou de compagnies commerciales. Il est légitimé et relayé politiquement, sous la III^e République, par la création d'un sous-secrétariat aux Colonies (1881).

Au croisement de l'action de ce lobby colonial et du ministère s'organise la propagande autour du principe de « mission civilisatrice » et de la nécessité d'étendre le domaine colonial de la France, source de grandeur et de puissance. Pour ce faire, les campagnes, telles que la prise de Saïgon, les expéditions à Madagascar ou contre le roi Béhanzin et les Amazones du Dahomey, sont largement relayées dans la presse et le monde du spectacle. Suite aux tensions créées par les poussées expansionnistes des puissances européennes en Afrique, la conférence de Berlin (1884-1885) fixe les règles du partage du continent. Dans le prolongement de ce « partage du monde », la France crée en Afrique, aux côtés de Madagascar et des îles de l'océan Indien, en 1895, l'Afrique-Occidentale française (A-OF) et, en 1910, l'Afrique-Équatoriale française (A-ÉF). Le protectorat français est déclaré en Tunisie en 1881 et au Maroc en 1912, après que l'Algérie soit devenue département français en 1848. Dans le même temps, en Asie du Sud-Est, l'Indochine française est créée par l'administration coloniale centralisant l'administration de territoires conquis entre 1862 et 1899 : la Cochinchine, le Tonkin, l'Annam, le Laos et le Cambodge. La France possède, en 1930, le second empire colonial après celui des Britanniques, avec plus de soixante millions d'habitants et douze millions de km². L'entreprise coloniale est devenue un phénomène mondialisé qui organise les échanges économiques et structure les flux de migrants européens à travers le monde : plus de soixante-dix millions d'émigrants quittent le vieux continent entre 1860 et 1930 avec, pour principale destination, l'Amérique du Nord.

EXPLORATIONS & EXPANSION

1860-1930



LE DOMAINE COLONIAL FRANÇAIS EN 1890



Tout au long de la deuxième moitié du XIX^e siècle, la France, aux côtés des grandes puissances occidentales, lance une nouvelle vague d'explorations à travers le monde. En pleine Révolution industrielle, on cherche des matières premières et des débouchés pour les produits métropolitains et les grands États européens se livrent à une concurrence effrénée pour la conquête de territoires. Sous le Second Empire, une vision nouvelle du « lien colonial » s'impose, déjà développée sous la I^{re} République, notamment par Alexis de Tocqueville. La France cherche à développer son influence sur tous les continents : c'est ainsi que se met en place un « lobby colonial » composé d'amateurs, de politiciens, de banquiers, de publicistes ou de compagnes commerciales. Il est légitime et relayé politiquement, sous la III^e République, par la création d'un sous-secrétariat aux Colonies (1881).

Au croisement de l'action de ce lobby colonial et du ministre s'organise la propagande autour du principe de « mission civilisatrice » et de la nécessité d'étendre le domaine colonial de la France, source de grandeur et de puissance. Pour ce faire, les campagnes, telles que la prise de Saigon, les expéditions à Madagascar ou contre le roi Behanzin et les Amazones du Dahomey, sont largement relayées dans la presse et le monde du spectacle. Suite aux territoires créés par les puissances expansionnistes des puissances européennes en Afrique, la conférence de Berlin (1884-1885) fixe les règles du partage du continent. Dans le prolongement de ce « partage du monde », la France crée en Afrique, aux côtés de Madagascar et des îles de l'océan Indien, en 1895, l'Afrique-Occidentale française (A-O-F) et, en 1910, l'Afrique-Équatoriale française (A-E-F). Le protectorat français est déclaré en Tunisie en 1881 et au Maroc en 1912, après que l'Algérie soit devenue département français en 1848. Dans le même temps, en Asie du Sud-Est, l'Indochine française est créée par l'administration coloniale centralisant l'administration de territoires conquis entre 1862 et 1899 : la Cochinchine, le Tonkin, l'Annam, le Laos et le Cambodge. La France possède, en 1930, le second empire colonial après celui des Britanniques, avec plus de soixante millions d'habitants et douze millions de km². L'entreprise coloniale est devenue un phénomène mondialisé qui organise les échanges économiques et structure les flux de migrants européens à travers le monde : plus de soixante-dix millions d'émigrants quittent le vieux continent entre 1860 et 1930 avec, pour principale destination, l'Amérique du Nord.



LES AMAZONES DU DAHOMEY

De 1892 à 1894, la guerre contre le roi du Dahomey (Sogouin Bèhanzin), et ses relations guerrières-amicales qui existent avec les Français, ont tenu le public en haleine. Le Français est regardé par les journaux, les publicités et les spectacles populaires. Les grands théâtres parisiens comme le Casino de Paris, les Folies-Bergères et le Théâtre de la Porte Saint-Martin proposent sous divers aspects comiques ou satiriques, analytiques et littéraires, des spectacles qui font d'un public vaste de nombreux Français.

NOUVELLE VAGUE D'EXPLORATIONS

Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, une nouvelle dynamique d'exploration s'organise. Divers États cherchent à étendre leur territoire. John Hanning Speke découvre le lac Victoria, tandis que Francis Denham découvre le lac Tanganyika. Les Français envoient l'expédition de l'Algérie et de l'Indochine et de l'Inde. Les Français envoient des expéditions en Arabie saoudite. Plus tard, la France découvre les îles de la Polynésie française, notamment, Pierre Savorgnan de Brazza au Congo.

Le Petit Journal



“ En Cochinchine [il faut] que nous y portions notre civilisation, notre religion, et l'influence de notre race. ”

Marquis de Champanel-Loubet, ministre de la Marine (1861-1867)



1877-1914

L'INVENTION DU « SAUVAGE »

A la fin du XIX^e siècle, l'anthropologie a établi « scientifiquement » une hiérarchie des races et des sociétés en retenant le progrès technique comme principal critère d'évolution. L'Afrique noire est une terre de « sauvagerie », entre populations anthropophages, faune prédatrice, flore vénéneuse et « rois nègres » esclavagistes. Le Maghreb et l'Indochine sont des cultures stagnantes, auxquelles s'impose désormais « notre » civilisation. Les Antilles, la Guyane et La Réunion constituent un ensemble à part, « assimilé » depuis 1848, dont la population masculine a acquis le droit de vote. En périphérie, la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie et les comptoirs des Indes complètent cet ensemble impérial. L'imaginaire colonial légitime, dans les esprits, la « mission civilisatrice » de la France que vient notamment justifier le discours de Jules Ferry sur le devoir des « races inférieures ». Tandis que le domaine colonial fixe ses frontières définitives, les métropolitains sont invités à découvrir les « indigènes » de l'empire mis en scène dans de véritables *zoos humains*. Entre les villages ethniques itinérants, les spectacles de cabarets et de théâtres, les grandes exhibitions et les pavillons coloniaux dans les expositions régionales, nationales et universelles, ce sont en moyenne dix manifestations à caractère ethnographique qui sont organisées chaque année en France, entre 1878 (l'Exposition universelle à Paris) et 1914 (l'Exposition coloniale à Lyon). En 1894, à Lyon, pour la première fois en France, une exposition métropolitaine est d'ailleurs spécifiquement « coloniale » (imitant celle d'Amsterdam en 1883 ou de celle de Londres en 1886).

Cette apologie de la France coloniale s'épanouit tout particulièrement lors des expositions de Rouen en 1896, de Marseille en 1906, de Nogent (au Jardin tropical) en 1907 ou de Roubaix en 1911. On s'y déplace pour y toucher du doigt l'empire et rencontrer l'Autre dans les *villages nègres* et autres *spectacles anthropozoologiques*. Ces exhibitions s'accompagnent d'une importante production d'images — des affiches de promotion aux cartes postales —, en passant par la photographie, le dessin de presse ou le cinéma. À la veille de la Première Guerre mondiale, ce « spectacle de la sauvagerie », avec ses figurants, ses imprésarios — tels Jean-Alfred Vigé et Ferdinand Gravier —, ses chefs de village — tels Jean Thiam —, est le premier espace de « rencontre » où colonisateurs et colonisés se découvrent. Il imprime profondément dans les esprits la notion de hiérarchie entre les « races ».

L'INVENTION DU « SAUVAGE »

1877-1914



À la fin du XIX^e siècle, l'anthropologie a établi « scientifiquement » une hiérarchie des races et des sociétés en retenant le progrès technique comme principal critère d'évolution. L'Afrique noire est une terre de « sauvagerie », entre populations anthropophages, faune prédatrice, flore vénéreuse et « rois nègres » esclavagistes. Le Maghreb et l'Indochine sont des cultures stagnantes, auxquelles s'impose désormais « notre » civilisation. Les Antilles, la Guyane et La Réunion constituent un ensemble à part, « assimilé » depuis 1848, dont la population masculine a acquis le droit de vote. En périphérie, la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie et les comptoirs des Indes complètent cet ensemble impérial. L'imaginaire colonial légendaire, dans les esprits, la « mission civilisatrice » de la France qui vient notamment justifier le discours de Jules Ferry sur le devoir des « races inférieures ». Tandis que le domaine colonial fixe ses frontières définitives, les métropolitains sont invités à découvrir les « indigènes » de l'empire mis en scène dans de véritables zones humanitaires. Entre les villages ethniques étonnants, les spectacles de cabarets et de théâtre, les grandes expositions et les pavillons coloniaux dans les expositions régionales, nationales et universelles, ce sont en moyenne dix manifestations à caractère ethnographique qui sont organisées chaque année en France, entre 1878 (l'Exposition universelle à Paris) et 1914 (l'Exposition coloniale à Lyon). En 1894, à Lyon, pour la première fois en France, une exposition métropolitaine est d'ailleurs spécifiquement « coloniale » (imitant celle d'Amsterdam en 1883 ou de celle de Londres en 1886).

Cette apogée de la France coloniale s'appuie tout particulièrement lors des expositions de Rouen en 1896, de Marseille en 1906, de Nîmes (au Jardin tropical) en 1907 ou de Roubaix en 1911. On s'y déplace pour y toucher du doigt l'empire et reconstruire l'Afrique dans les villages noirs et autres spectacles anthropozoologiques. Ces expositions s'accompagnent d'une importante production d'images — des affiches de promotion aux cartes postales —, en passant par la photographie, le dessin de presse ou le cinéma. À la veille de la Première Guerre mondiale, ce « spectacle de la sauvagerie », avec ses figurants, ses imprimés — tels Jean Thiam —, est le premier espace de « rencontre » où colonisateurs et colonisés se découvrent. Il imprime profondément dans les esprits la notion de hiérarchie entre les « races ».



LE DISCOURS DE JULES FERRY
Le 26 juillet 1882, Jules Ferry, alors président du Conseil, prononce ses célèbres discours devant les députés français. Quelques mois après le décret de Langson, par lequel, en Indochine, il le réprime à l'assemblée nationale pour y développer des arguments en faveur de la poursuite de la colonisation. Pour ce faire, il n'hésite pas à souligner les raisons de « culture supérieures » de ses « races inférieures », et y associer l'idée de « devoir [pour les « races supérieures »] de civiliser des races inférieures ».

JEAN THIAM (1866-1927)

C'est une figure célèbre des villages noirs. Né au Sénégal en 1866, sa mère habitait de Dakar. Intégrée au lycée, est recruté par l'ingénieur français Gravier pour être chef de village à l'Exposition de Paris en 1889. Au retour au Sénégal, en 1904, il devient conseiller municipal de Thiès de Dakar, mais démissionne pour se consacrer à l'imprimerie. Jean-Alfred Vigé, il devient par la suite, lui-même, un dirigeant pour faire les fondations en Europe de l'association des Écoles de médiation et de paix.



“ Allez visiter le village nègre, considérez les Noirs car vous les verrez à l'état de nature, ils vivent comme chez eux. ”



1913-1919

L'APPEL À L'EMPIRE

A partir de 1910, la France recrute massivement des troupes dans ses colonies. Suivant en cela les préconisations du général Charles Mangin dans son ouvrage *La Force noire*, elle s'inscrit dans une longue tradition militaire d'emploi outre-mer de supplétifs pour les conquêtes coloniales, mais aussi pour les campagnes de Crimée, du Mexique ou la Guerre de 1870. Dès l'été 1914, les premiers contingents débarquent en métropole. Un an plus tôt, le 14 juillet 1913, les troupes coloniales avaient défilé à Longchamp, l'emblème du 1^{er} régiment de tirailleurs sénégalais ayant même reçu, à cette occasion, la Légion d'honneur. Au total, on estime que près de six cents mille soldats coloniaux (natifs et colons) des quatre coins du monde sont venus combattre en Europe, sans parler des deux cents mille « travailleurs coloniaux », ni de ceux qui sont restés mobilisés dans les colonies.

Certains soldats coloniaux, conscients de la dette de la métropole envers eux après le conflit, soutiennent les revendications assimilationnistes, et d'autres vont se rallier aux nationalismes émergents. La venue des « indigènes » en France a contribué à changer le regard qu'on portait sur eux et c'est un véritable tournant qui s'opère dans les représentations de l'empire et de ses habitants. Une importante propagande investit tous les supports (photographies, journaux, livres, objets, publicités, affiches, cartes postales, jouets...) et réserve à ces soldats coloniaux une place particulière. L'image du « brave tirailleur », le désormais célèbre « Y'a bon » *Banania*, se substitue à celle du « sauvage », dont il garde pourtant toujours quelques traits. L'image des Maghrébins n'est pas modifiée en profondeur et reste ambivalente. S'ils ont contribué à la victoire, ils restent perçus comme un danger potentiel pour la cohésion de l'armée et l'unité de l'empire. Quant aux tirailleurs indochinois, on a tardé à les faire participer directement aux premiers combats, l'état-major les jugeant « trop faibles ». On célébrera bien moins leur participation, comme celle des Antillais, des Polynésiens, des Réunionnais, des Kanaks et des Malgaches, à la fin de la guerre. Au lendemain du conflit, l'image des « indigènes » a évolué en profondeur ; la République s'enorgueillit d'« éduquer » ces populations et peut ainsi légitimer sa « mission civilisatrice ». Désormais les « indigènes » sont présentés comme des acteurs de la mise en valeur du domaine colonial, dans une posture utilitaire au service de l'économie.

L'APPEL À L'EMPIRE

1913-1919



© Musée de la Ville de Paris, Paris, 1914



© Musée de la Ville de Paris, Paris, 1914

BANANIA « Y'ABON » BANANIA

Le terme « Y'abon » est le surnom donné aux troupes sénégalaises lors de la campagne du Maroc à partir de 1908. Popularité qui s'est étendue au-delà du Sénégal, au point de servir de référence à la fin de la Grande Guerre, car certains avaient le surnom de « petit y'abon », soit, gentil et un peu simplet mais généreux. Cette publicité s'inspire directement de l'image habituelle de l'unité sénégalaise de l'armée française qui a une multitude de variantes locales et sont toujours, au service du même objectif.

© Musée de la Ville de Paris, Paris, 1914

LE GÉNÉRAL CHARLES MANGIN (1866-1925)

Député, il intègre en 1895 le réseau d'espionnage à la demande du capitaine Jean-Baptiste Marchand. Il sert au Sénégal comme chef d'escadron de 1903 à 1906, il sert la France noire, message dans lequel il glisse pour le soutien d'une unité coloniale constituée de soldats d'Afrique noire. Au même moment, le général Théophile Feraud est nommé à la tête de la 1^{re} division d'infanterie et chef d'un grand état-major pour l'Espagne.

Le Rire

© Musée de la Ville de Paris, Paris, 1914

LES JEUNES DE MAROC ont été recrutés pendant des années, de l'armée coloniale française dans le cadre d'une unité autonome. Au premier rang, il y a un jeune soldat, entouré de ses amis, dans un camp de concentration. Charles Mangin est le général qui a dirigé les opérations de recrutement et de formation de ces unités.

© Musée de la Ville de Paris, Paris, 1914



© Musée de la Ville de Paris, Paris, 1914



© Musée de la Ville de Paris, Paris, 1914



© Musée de la Ville de Paris, Paris, 1914



© Musée de la Ville de Paris, Paris, 1914

À partir de 1910, la France recrute massivement des troupes dans ses colonies. Suivant en cela les préconisations du général Charles Mangin dans son ouvrage *La Force noire*, elle s'inscrit dans une longue tradition militaire d'embaire outre-mer de suppléants pour les conquêtes coloniales, mais aussi pour les campagnes de Crimée, du Mexique ou la Guerre de 1870. Dès l'été 1914, les premiers contingents débarquent en métropole. Un an plus tôt, le 14 juillet 1913, les troupes coloniales avaient défilé à Longchamp, l'emblème du 1^{er} régiment de tirailleurs sénégalais ayant même reçu, à cette occasion, la Légion d'honneur. Au total, on estime que près de six cents mille soldats coloniaux (raïfs et colons) des quatre coins du monde sont venus combattre en Europe, sans parler des deux cents mille « travailleurs coloniaux », ni de ceux qui sont restés mobilisés dans les colonies.

Certains soldats coloniaux, conscients de la dette de la métropole envers eux après le conflit, soutiennent les revendications assimilationnistes, et d'autres vont se rallier aux nationalistes émergents. La venue des « indigènes » en France a contribué à changer le regard qu'on portait sur eux et c'est un véritable tournant qui s'opère dans les représentations de l'empire et de ses habitants. Une importante propagande investit tous les supports (photographies, journaux, livres, objets, publicités, affiches, cartes postales, poëtes...) et réserve à ces soldats coloniaux une place particulière. L'image de « braves tirailleurs », le désormais célèbre « Y'abon » Banania, se substitue à celle de « sauvage », donc il garde pourtant toujours quelques traits. L'image des Maghrébins n'est pas modifiée en profondeur et reste ambivalente. S'ils ont contribué à la victoire, ils restent perçus comme un danger potentiel pour la cohésion de l'armée et l'unité de l'empire. Quant aux tirailleurs indochinois, on a tardé à les faire participer directement aux premiers combats, l'état-major les jugeant « trop faibles ». On célébrera bien moins leur participation, comme celle des Annamites, des Polynésiens, des Réunionnais, des Kanaks et des Malgaches, à la fin de la guerre. Au lendemain du conflit, l'image des « indigènes » a évolué en profondeur : la République s'enorgueillit d'adopter ces populations et peut ainsi légitimer sa « mission civilisatrice ». Désormais les « indigènes » sont présentés comme des acteurs de la mise en valeur du domaine colonial, dans une posture utilitaire au service de l'économie.

« Partis là-bas, ils sont morts là-bas. Mais aujourd'hui leurs noms revivent. »

La reine, Marou, hommage aux soldats polynésiens (1922)

LES JEUNES DE MAROC ont été recrutés pendant des années, de l'armée coloniale française dans le cadre d'une unité autonome. Au premier rang, il y a un jeune soldat, entouré de ses amis, dans un camp de concentration. Charles Mangin est le général qui a dirigé les opérations de recrutement et de formation de ces unités.

© Musée de la Ville de Paris, Paris, 1914

1875-1935

EXOTISME & REGARD COLONIAL

Le désir d'évasion se manifeste tout au long du XIX^e siècle et l'Occident crée « son » Orient, dans lequel se confondent Maghreb et Levant, aux côtés d'une Afrique *mystérieuse*, d'une Océanie *paradisique* et d'une Asie *inquiétante*. Écrivains, musiciens, peintres et sculpteurs diffusent une image rêvée et idéalisée, constituant ainsi un courant nommé orientalisme qui s'affirme dans le dernier tiers du XIX^e siècle. C'est aussi une façon d'« apprivoiser » l'exotisme et la France encourage les artistes à séjourner dans les colonies grâce à des bourses de voyage (via la Société coloniale des artistes français) et des résidences (la Villa Abd-el-Tif en Algérie). Après la phase des conquêtes coloniales, l'aventure en Afrique se concrétise entre les deux guerres par des expéditions spectaculaires, notamment celles mises sur pied par André Citroën : la traversée du Sahara en 1922-1923, la Croisière noire d'Oran à Madagascar en 1925, et la Croisière jaune de Beyrouth à Pékin en 1931-1932. En métropole, le cinéma se fait le relais de ces expéditions, à la suite de la photographie (le studio Lehnert et Landrock), de la presse populaire (*Le Journal des voyages*, *Le Tour du monde...*) ou des romans d'aventure (Pierre Mille, Henry Bordeaux, Louis Bertrand, les frères Tharaud...).

Avec le temps, l'imagerie coloniale tend à montrer les populations colonisées, hommes et femmes, de façon un peu moins caricaturale, mais l'« indigène » reste source de projections fantasmées et de stéréotypes. Déserts, Touaregs et Mauresques pour le Maghreb ; contrées sauvages et populations à « civiliser » pour l'Afrique noire ; fumeries d'opium, culture du riz, congais (concupine « indigène » d'un colon) et mandarins pour l'Indochine, vahinés et cannibales pour l'Océanie. Entre 1875 et 1935, ce sont d'ailleurs des centaines de milliers de cartes postales « scènes et types » qui sont réalisées, représentant les indigènes photographiés sous l'angle de leur altérité, et qui concourent ainsi à la vulgarisation d'images et à la diffusion des stéréotypes auprès d'un large public métropolitain. Dans le même mouvement, le discours colonial est désormais une affaire de propagande d'État, ainsi qu'en témoigne la création de l'Agence générale des colonies au lendemain de la Grande Guerre. Elle regroupe l'action des agences territoriales créées un quart de siècle plus tôt et fédère le message officiel de la République coloniale porté par des ministres qui revendiquent désormais l'action propagandiste.

EXOTISME & REGARD COLONIAL 1875-1935



LEHNERT (1875-1940)
ET LANDROCK (1876-1946)

Rudolf Lehnert, le photographe, et Ernst Landrock, l'entrepreneur, s'associent, en 1903, pour créer à Paris la maison d'édition L'Éclair et Landrock. Le studio est reconnu pour ses mises en scène d'Afrique du Nord et pour l'exemple le plus emblématique de la photographie orientaliste, diffusant, sous leurs six troupes photographiques qui les servent de scènes, portraits, des scènes de genre politiquement correctes, et des paysages sublimes au fil d'un, en passant notamment par les très orientales.



Le désir d'évasion se manifeste tout au long du XIX^e siècle et l'Occident crée « son » Orient, dans lequel se confondent Maghreb et Levant, aux côtés d'une Afrique mystérieuse, d'une Océanie paradisiaque et d'une Asie exotique. Écrivains, musiciens, peintres et sculpteurs diffusent une image rêvée et idéalisée, constituant ainsi un courant nommé orientalisme qui s'affirme dans le dernier tiers du XIX^e siècle. C'est aussi une façon d'« apprivoiser » l'exotisme et la France encourage les artistes à séjourner dans les colonies grâce à des bourses de voyage (via la Société coloniale des artistes français) et des résidences (la Villa Abd-el-Tif en Algérie). Après la phase des conquêtes coloniales, l'aventure en Afrique se concrétise entre les deux guerres par des expéditions spectaculaires, notamment celles menées sur pied par André Crocos : la traversée du Sahara en 1922-1923, la Croisière noire d'Oran à Madagascar en 1925, et la Croisière jaune de Beyrouth à Pékin en 1931-1932. En métropole, le cinéma se fait le relais de ces expéditions, à la suite de la photographie (le studio Lehnert et Landrock), de la presse populaire (Le Journal des Voyages, Le Tour du monde...) ou des romans d'aventure (Pierre Mille, Henry Bordeaux, Louis Bertrand, les frères Tharaud...).

Avec le temps, l'imagerie coloniale tend à montrer les populations colonisées, hommes et femmes, de façon un peu moins caricaturale, mais l'exotisme « reste source de projections fantasmatiques et de stéréotypes. Déserts, Touaregs et Mauresques pour le Maghreb ; contrées sauvages et populations à « civiliser » pour l'Afrique noire ; Amérindiens, cultures du riz, congas (concombres « indigènes » d'un coloré) et mandarins pour l'Indochine, vahinés et cannibales pour l'Océanie. Entre 1875 et 1935, ce sont d'ailleurs des centaines de milliers de cartes postales « scènes et types » qui sont réalisées, représentant les indigènes photographiés sous l'angle de leur stéréotype, et qui concourent ainsi à la vulgarisation d'images et à la diffusion des stéréotypes auprès d'un large public métropolitain. Dans le même mouvement, le discours colonial est désormais une affaire de propagande d'État, ainsi qu'en témoigne la création de l'Agence générale des colonies au lendemain de la Grande Guerre. Elle regroupe l'action des agences territoriales créées un quart de siècle plus tôt et fédère le message officiel de la République coloniale porté par des ministres qui revendiquent désormais l'action propagandiste.

L'AGENCE GÉNÉRALE DES COLONIES

Créée de caractère les informations avant des colonies françaises, elle est créée en 1919 sous le label de l'Agence des Colonies pour structurer une propagande coloniale véritablement équilibrée. Créée en 1919, la propagande coloniale est annulée coordonnée par le Service international d'information et de documentation sous le régime de Vichy, et est l'Agence documentaire des colonies qui prend le relais, sous le même acronyme, que sous le Front populaire. Une structure qui perdure sous Valéry Giscard d'Estaing, à la fin des années 80.

SENAIRE COLONIALE

1919

1919

1919

1919



“ Il est absolument indispensable qu'une propagande méthodique, sérieuse, constante par la parole et par l'image [...] puisse agir dans notre pays sur l'adulte et l'enfant. ”

Albert Sarraut, ministre des Colonies (1920)

1919

1919

1919

1919

1922-1942

LES « BÂTISSEURS D'EMPIRE »

A la fin de la Première Guerre mondiale, Français et Britanniques se partagent l'ancien domaine colonial allemand en recevant « mandat » sur ces territoires. La France prend possession d'une partie du Togo et du Cameroun en Afrique, finalisant ainsi les frontières de son empire. Dans le même temps, la propagande coloniale s'intensifie pour promouvoir l'empire et convaincre les Français du bien-fondé de cette politique de « mise en valeur ». Tous les moyens de promotion (par le texte, l'image, l'exposition ou le cinéma) sont utilisés et c'est tout un univers qui s'immisce dans le quotidien des Français, notamment au lendemain de la crise économique de 1929. L'empire colonial est alors présenté comme la « solution française » pour sortir de la grande dépression et redynamiser l'économie en développant un « marché autarcique ».

Mais cette propagande, orchestrée par la III^e République, a aussi d'autres objectifs plus politiques et plus diplomatiques. En effet, face à la Société des Nations (SDN) naissante, il convient de légitimer la politique impériale française, mais aussi de répondre à la volonté des colonisés concernant leur indépendance (à l'image de l'Égypte en 1922). Il faut aussi répondre à l'Amérique et au discours du « droit des peuples » du président Woodrow Wilson (1918), contrecarrer le communisme et sa propagande façonnée à Moscou par le Komintern et récuser les revendications coloniales allemandes, à partir de 1933, et italiennes sur la Savoie, Nice et la Tunisie. Tout le discours et la mise en scène propagandiste de ces années charnières s'inscrivent dans ce contexte. Le mythe du soldat investi d'une *morale coloniale* s'impose et l'image du conquérant s'efface derrière celle des « bâtisseurs d'empire », tels Lyautey et Gallieni. Ce sont des « héros » qui font régner la « paix républicaine » dans les colonies, une paix qui justifie la séparation des populations et le code de l'indigénat. Sa force, c'est sa présence ; son autorité, c'est son savoir ; sa légitimité, c'est d'être naturellement un guide. Aux côtés du colon-bâtitteur et du soldat-administrateur, le missionnaire s'affirme comme l'allié naturel de la République outre-mer. L'iconographie s'organise autour de trois figures magistrales, tout en soulignant l'esprit de sacrifice de ces « agents de la foi chrétienne » aux côtés de la République, avec de grandes figures d'édification comme Charles Lavigerie ou Charles de Foucauld en Afrique, André Vacquier ou Jean Cassaigne en Indochine.

LES « BÂTISSEURS D'EMPIRE »

1922-1942



À la fin de la Première Guerre mondiale, Français et Britanniques se partagent l'ancien domaine colonial allemand en respectant le mandat à sur ces territoires. La France prend possession d'une partie du Togo et du Cameroun en Afrique, finalisant ainsi les frontières de son empire. Dans le même temps, la propagande coloniale s'intensifie pour promouvoir l'empire et convaincre les Français du bien-fondé de cette politique de « mise en valeur ». Tous les moyens de promotion (par le texte, l'image, l'exposition ou le cinéma) sont utilisés et c'est tout un univers qui s'impose dans le quotidien des Français, notamment au lendemain de la crise économique de 1929. L'empire colonial est alors présenté comme la « solution française » pour sortir de la grande dépression et redynamiser l'économie en développant un « marché autarcique ».

Mais cette propagande, orchestrée par la III^e République, a aussi d'autres objectifs plus politiques et plus diplomatiques. En effet, face à la Société des Nations (SDN) naissante, il convient de légitimer la politique impériale française, mais aussi de répondre à la volonté des colonisés concernant leur indépendance (à l'image de l'Égypte en 1922). Il faut aussi répondre à l'Amérique et au discours du « droit des peuples » du président Woodrow Wilson (1918), contrecarrer le communisme et sa propagande façonnée à Moscou par le Komintern et récuser les revendications coloniales allemandes, à partir de 1933, et italiennes sur la Savoie, Nice et la Tunisie. Tout le discours et la mise en scène propagandiste de ces années charnières s'inscrivent dans ce contexte. Le mythe du soldat investi d'une mission coloniale s'impose et l'image du conquérant s'efface derrière celle des « bâtisseurs d'empire », tels Lyauté et Gallieni. Ce sont des « héros » qui font régner la paix républicaine dans les colonies, une paix qui justifie la séparation des populations et le code de l'indigénat. Sa force, c'est sa présence : son autorité, c'est son savoir ; sa légitimité, c'est d'être naturellement un guide. Aux côtés du colon-bâtisseur et du soldat-administrateur, le missionnaire s'affirme comme l'allié naturel de la République outre-mer. L'iconographie s'organise autour de trois figures magistrales, tout en soulignant l'esprit de sacrifice de ces « agents de la foi chrétienne » aux côtés de la République, avec de grandes figures d'éducation comme Charles Lavignac ou Charles de Foucauld en Afrique, André Vaquier ou Jean Cassagne en Indochine.



LE CODE DE L'INDIGÉNAT
 Dans les colonies françaises, l'ordre social se caractérise par une hiérarchie magistrale dans la mesure européenne qui assure l'autorité du pouvoir politique et économique. Cette hiérarchie s'appuie sur le code de l'indigénat. Jusqu'en 1936, on s'affirme essentiellement par l'indigénat juridique et économique et par le travail forcé. La doctrine officielle de l'assimilation, qui prétend à terme l'égalité juridique, n'est appliquée que dans les quelques colonies du Sénégal.

CHARLES DE FOUCAULD (1858-1916)

Officier de l'armée française démissionnaire à 23 ans pour devenir évêque, puis entre chez les Trappistes à partir alors de la libération algérienne pour fonder une nouvelle congrégation. Il y fonde la culture française et publie le premier dictionnaire français-berbère. Assassiné en 1916, il est posthume élevé au rang de saint et son image est devenue une figure majeure en terre coloniale. L'iconographie missionnaire et républicaine a employé celle de son image pour en souligner l'aspect de sacrifice.



“ Tous ceux dont la vie s'est consacrée à la politique coloniale peuvent tenir le même langage. Ils ont rempli leur devoir national. ”



1922-1940

LES APOTHÉOSES IMPÉRIALES

Dans l'entre-deux-guerres, les foires, pavillons coloniaux, semaines coloniales et expositions coloniales se multiplient en France. Marseille en 1922, Bordeaux en 1923, Strasbourg en 1924, Grenoble en 1925, Montpellier et La Rochelle en 1927... Les années 20 lancent cette dynamique. Elles mettent en scène le domaine colonial, le célèbrent en tant que territoire pacifié et offrent une image idéalisée de ses richesses et des réalisations de la métropole. La France devient « la plus grande France » aux cent millions d'habitants et les cartes scolaires se teintent de rose pour délivrer ce message auprès des élèves. À la veille de la crise mondiale de 1929, l'empire est désormais perçu comme partie intégrante de la puissance nationale. Être anticolonial, c'est désormais être anti-français.

Cette célébration coloniale atteint son apothéose au début des années 30, avec le Centenaire de la conquête de l'Algérie (1930) et l'Exposition coloniale internationale de 1931 dans le bois de Vincennes, que vont relayer, chaque année, les semaines coloniales, les salons de la France d'outre-mer en 1935 et 1940, le Tricentenaire des Antilles en 1935, mais aussi les pavillons coloniaux de l'Exposition internationale en 1937. Le point d'orgue de cette mise en scène demeure l'exposition en 1931. Placée sous l'autorité du maréchal Hubert Lyautey et inaugurée par le ministre des Colonies Paul Reynaud, elle comptabilise trente-trois millions de tickets vendus (soit huit à neuf millions de visiteurs individuels revenant plusieurs fois) et s'affirme comme une des plus importantes manifestations françaises du XX^e siècle. Les pavillons des territoires ultramarins de la France, et des autres métropoles, sont répartis sur plus de cent dix hectares. Toutes les populations présentées sont actrices d'une geste coloniale dont les héros (notamment les maréchaux Hubert Lyautey, Joseph Gallieni et Thomas Robert Bugeaud) sont les chefs d'orchestre. Les oppositions à l'exposition sont minoritaires : une contre-exposition est organisée, *La vérité aux colonies*, par le parti communiste français, la Confédération générale du travail unitaire et les surréalistes, mais elle ne comptera que cinq mille visiteurs. La machine propagandiste se dote, en 1932, d'un musée des Colonies installé dans le Palais de la porte Dorée et qui deviendra le musée de la France d'outre-mer en 1935. Dans le même temps, la vie intellectuelle et artistique en France impose un nouveau regard, dont *La Revue nègre* de Joséphine Baker en est l'expression la plus populaire.

1922-1940

COLONISATION & OPPOSITION

Au-delà des grandes manifestations officielles de l'entre-deux-guerres, le monde colonial influence la société française à travers une multitude d'objets du quotidien ; c'est ce que l'on appelle le « bain colonial ». Pour les adultes, les vecteurs principaux de cette imagerie coloniale au quotidien sont les timbres, les billets de banque, les cartes postales, l'architecture, le mobilier ou la publicité (les bonbons *Chocorêve*, les culottes *Petit Nègre* et *Félix Potin* et son chocolat « *battu et content* » en sont des exemples quotidiennement visibles). Les jeunes Français se passionnent pour les bandes dessinées et découvrent l'empire colonial avec les images glissées dans les tablettes de chocolat *Meunier* ou *Suchard*, les découpages offerts par les *Grands Magasins du Louvre* ou du *Bon Marché*, les figurines en plomb et en carton de tirailleurs et de spahis ou les jeux qui suivent de près l'« aventure coloniale ». Le cinéma devient un vecteur de promotion majeur de l'idée coloniale à la fin des années 20, aux côtés des rubriques coloniales dans la grande presse, de la presse spécialisée, du roman ou des stands de propagande dans les foires locales. Dans ce contexte, l'Agence des colonies et les services de l'État utilisent tous les supports de discours et d'imaginaires dans l'objectif de convaincre les Français du bien-fondé de la politique coloniale.

Dans le même mouvement, la contestation de la colonisation se développe et se structure au sein du monde colonial, et c'est en Indochine et au Maghreb qu'on trouve les premiers mouvements anticolonialistes locaux. Dans les colonies, la contestation prend d'abord la forme de revendications égalitaires, mais face à la réticence des autorités coloniales à tout changement, les contestations se transforment en révoltes : guerre du Rif au Maroc entre 1921 et 1926, révoltes en Syrie et au Liban en 1925, soulèvement des tirailleurs de la garnison de Yên Bái en Indochine en 1930... Les mouvements nationalistes se radicalisent en mouvements indépendantistes et les leaders nationalistes viennent s'opposer à la galerie des héros coloniaux : Hô Chi Minh et le général Vo Nguyễn Giáp en Indochine, Ferhat Abbas, l'émir Khaled ou Messali Hadj en Afrique du Nord. L'Afrique subsaharienne et les Antilles ne sont pas en reste avec des activistes comme Lamine Senghor, Tiemoko Garan Kouyaté, Camille Sainte-Rose, Jean Price-Mars ou Aimé Césaire. On leur oppose alors les élus et députés des outre-mer, ainsi que la politique d'assimilation de la France.

COLONISATION & OPPOSITION

1922-1940



Au-delà des grandes manifestations officielles de l'entre-deux-guerres, le monde colonial influence la société française à travers une multitude d'objets du quotidien : c'est ce que l'on appelle le « bain colonial ». Pour les adultes, les vecteurs principaux de cette imagerie coloniale au quotidien sont les timbres, les billets de banque, les cartes postales, l'architecture, le mobilier ou la publicité (les bonbons Chocorivie, les culottes Petit Nègre et Félix Potin et son chocolat « battu et cœuré » en sont des exemples quotidiennement visibles). Les jeunes Français se passionnent pour les bandes dessinées et découvrent l'Empire colonial avec les images glissées dans les tablettes de chocolat. Meunier ou Suchard, les découpages offerts par les Grands Magasins du Louvre ou du Bon Marché, les figurines en plomb et en carton de tirailleurs et de spahis ou les jeux qui suivent de près l'aventure coloniale. Le cinéma devient un vecteur de promotion majeur de l'idée coloniale à la fin des années 20, aux côtés des rubriques coloniales dans la grande presse, de la presse spécialisée, du roman ou des stands de propagande dans les foires locales. Dans ce contexte, l'Agence des colonies et les services de l'État utilisent tous les supports de discours et d'imaginaires dans l'objectif de convaincre les Français du bien-fondé de la politique coloniale.

Dans le même mouvement, la contestation de la colonisation se développe et se structure au sein du monde colonial, et c'est en Indochine et au Maghreb qu'on trouve les premiers mouvements anticolonialistes locaux. Dans les colonies, la contestation prend d'abord la forme de revendications égalitaires, mais face à la réticence des autorités coloniales à tout changement, les contestations se transforment en révoltes : guerre du Rif au Maroc entre 1921 et 1926, révoltes en Syrie et au Liban en 1925, soulèvement des tirailleurs de la garnison de Yên Bái en Indochine en 1930... Les mouvements nationalistes se radicalisent en mouvements indépendantistes et les leaders nationalistes viennent s'opposer à la galerie des héros coloniaux : **Hô Chi Minh** et le général Vo Nguyên Giáp en Indochine, Ferhat Abbas, Fernand Khédou et Messali Hadj en Afrique du Nord. L'Afrique subsaharienne et les Antilles ne sont pas en reste avec des activistes comme Lamina Senghor, Tiemoko Garan Kouyaté, Camille Saïne-Rose, Jean Price-Mars ou Aimé Césaire. On leur oppose alors les **élus et députés des outre-mer**, ainsi que la politique d'assimilation de la France.

HÔ CHI MINH (1890-1969)

C'est en France qu'il commence à militer au début des années 20. Il se lie à la gauche française, participe au congrès de Tours et se rapproche des intellectuels indochinois nationalistes et anticolonialistes. L'après Seconde Guerre mondiale, il mène la lutte contre le colonialisme français en Indochine. En 1954, après la défaite française, il est élu président du Vietnam et qu'il dirige la République démocratique du Vietnam.



ÉLUS ET DÉPUTÉS DES OUTRE-MER

De nombreux élus des outre-mer s'affrontent sous le 2^e République, suite à l'élection de député Gaston Germain-Riboud au Sénégal et de Pierre Eugène de Ségoué. On pense à René Libère, Achille Zola-Bouloumié, Joseph Lagrèssière ou Dorian Monnerolle. Dans ce contexte politique, le Marquisat Récife Delmont devient sous-secrétariat d'État aux Colonies en 1929, avant que ne lui succèdent l'indochinois Auguste Brunet (1930), le Sénégalais Blaise Diagne (1931), puis le Guinéen Jean-François Estienne (1932).



“ Quel démon m'a poussé en Afrique ? [...] J'étais tranquille. À présent, je sais : je dois parler. ”

André Gide, Voyage au Congo (1927)



1940-1945

L'ENJEU IMPÉRIAL

A partir de 1936, les tensions internationales font du domaine colonial français un enjeu considérable, Hitler réclamant la restitution des anciennes colonies allemandes et Mussolini revendiquant certaines parties de l'empire français. Les troupes coloniales viennent des quatre coins de l'empire : Africains, Malgaches, Réunionnais, Caribéens, Indochinois... Les combattants venus d'Afrique du nord, surtout, sont l'objet de nombreux reportages qui vantent cette « force nouvelle » capable de vaincre l'Allemagne. Ce discours est omniprésent lors du Salon de la France d'outre-mer (1940) organisé à Paris. Quarante régiments venus d'Afrique du Nord, soit près de quatre-vingt mille hommes, sont finalement engagés sur le front français en mai et juin 1940. Dès les premiers combats, leur héroïsme entre dans la légende militaire, mais ils n'empêchent pas la défaite de juin 1940.

Après la signature de l'armistice (22 juin 1940), les possessions impériales françaises sont amputées suite au ralliement de l'A-ÉF à la France libre et, en 1942, lors du débarquement des Alliés en Afrique du Nord. Sous l'Occupation, le régime de Vichy poursuit une politique impériale paternaliste, technocratique et empreinte de ségrégation raciale. L'empire, sous l'égide de Gaston Joseph, le directeur des Affaires politiques du ministère des Colonies, est alors au centre des préoccupations. Le domaine colonial, c'est la garantie que la « France éternelle » demeurera après le présent chaos. Le gouvernement de Vichy use alors d'un imposant programme de propagande et utilise tous les vecteurs de communication disponibles. Même les foires et les expositions continuent, notamment le Train-exposition des Colonies qui présente une exposition coloniale de gare en gare de 1941 à 1944.

Les Forces françaises libres (FFL) du général de Gaulle placent également leurs espoirs dans l'empire, car celui-ci représente une base de reconquête possible de la métropole. La fusion des FFL et de l'armée d'Afrique est réalisée en 1942. Elle constituera le fer de lance de la reconquête du territoire national, notamment lors du débarquement d'août 1944 en Provence. Mais les espoirs, notamment ceux suscités par la conférence de Brazzaville (janvier-février 1944), sont rapidement déçus ; les autorités françaises répriment brutalement les mouvements revendicatifs comme à Thiaroye au Sénégal, à Sétif, Guelma et Kherrata en Algérie, et envoient l'armée en Indochine en 1945-1946. À l'heure de la victoire face à l'Axe, la lutte pour les indépendances commence.

L'ENJEU IMPÉRIAL

1940-1945



À partir de 1936, les tensions internationales font du domaine colonial français un enjeu considérable. Hitler réclame la restitution des anciennes colonies allemandes et Mussolini revendique certaines parties de l'empire français. Les troupes coloniales viennent des quatre coins de l'empire : Africains, Malgaches, Réunionnais, Caraïbéens, Indochinois... Les combattants venus d'Afrique du nord, surtout, sont l'objet de nombreux reportages qui vantent cette « force nouvelle » capable de vaincre l'Allemagne. Ce discours est omniprésent lors du Salon de la France d'outre-mer (1940) organisé à Paris. Quarante régiments venus d'Afrique du Nord, soit près de quatre-vingt mille hommes, sont finalement engagés sur le front français en mai et juin 1940. Dès les premiers combats, leur héroïsme entre dans la légende militaire, mais ils n'empêchent pas la défaite de juin 1940. Après la signature de l'armistice (22 juin 1940), les possessions impériales françaises sont impuissantes suite au ralliement de l'A-EF à la France libre et, en 1942, lors du débarquement des Alliés en Afrique du Nord. Sous l'Occupation, le régime de Vichy poursuit une politique impériale paternaliste, technocratique et empreinte de ségrégation raciale. L'empire, sous l'égide de **Gaston Joseph**, le directeur des Affaires politiques du ministère des Colonies, est alors au centre des préoccupations. Le domaine colonial, c'est la garantie que la « France éternelle » demeurera après le présent chaos. Le gouvernement de Vichy use alors d'un important programme de propagande et utilise tous les vecteurs de communication disponibles. Même les foires et les expositions continuent, notamment le **Train-exposition des Colonies** qui présente une exposition coloniale de gare en gare de 1941 à 1944. Les Forces françaises libres (FFL) du général de Gaulle placent également leurs espoirs dans l'empire, car celui-ci représente une base de reconquête possible de la métropole. La fusion des FFL et de l'armée d'Afrique est réalisée en 1942. Elle constituera le fer de lance de la reconquête du territoire national, notamment lors du débarquement d'août 1944 en Provence. Mais les espoirs, notamment ceux suscités par la conférence de Brazzaville (janvier-février 1944), sont rapidement déçus. Les autorités françaises répriment brutalement les mouvements revendicatifs comme à Thiaroye au Sénégal, à Sétif, Guelma et Kherrata en Algérie, et envoient l'armée en Indochine en 1945-1946. À l'heure de la victoire face à l'Axe, la lutte pour les indépendances commence.



TRAIN-EXPOSITION DES COLONIES

Cette manifestation de propagande de grande ampleur est organisée par le ministère d'Etat des Colonies dans le cadre de la Semaine de la France d'Outre-Mer (1941) puis de la Quinzaine Impériale (1942 et décembre 1943-jan 1944), avec l'aide de la quasi-entière presse (SNC). Située sur la boucle des gares en gare, ce train, d'abord engagé sur une seule d'occupation administrative (armes coloniales et armes agricoles, automobiles...) mobilise un public nombreux, surtout les scolaires, et participe à la paratextualité de l'Allié Impérial.

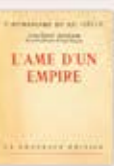
Illustration : Gérard de Selve, 1941. Photographie : Jean-Louis Baudry, 1941. Photographie : Jean-Louis Baudry, 1941.



GASTON JOSEPH (1884-1977)

Après avoir intégré l'armée nationale de la France d'outre-mer, il débute une carrière d'administrateur colonial et est nommé gouverneur du Cameroun en 1920. En 1923, il obtient le Grand Prix de Littérature coloniale pour son roman *Le Niger*, roman qui d'ailleurs s'inscrit en 1924 pour une élection de directeur des Affaires indiennes du ministère des Colonies. L'année suivante, il est nommé à la tête de la Direction des affaires indiennes, le 23 septembre 1930. Lors de la tentative de débarquement à Dakar.

Illustration : Gérard de Selve, 1941. Photographie : Jean-Louis Baudry, 1941.



“ Nous nous sommes battus pour la France comme si elle était notre patrie. ”

Abelard Fontaine, soldat du 4^e RTI (23 août 1944).



1945-1960

L'UNION FRANÇAISE

La Seconde Guerre mondiale marque une rupture en Europe, comme dans les territoires ultramarins : l'anticolonialisme affiché des États-Unis et de l'URSS, la charte des Nations unies qui a inscrit en 1945 le « *droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* », la tribune offerte par l'ONU aux pays nouvellement indépendants comme l'Inde en 1947 et l'Indonésie en 1949, le renforcement des partis nationalistes dans toutes les colonies françaises... contribuent à la fragilisation du système colonial. Dans ce contexte, la France (comme la Belgique ou le Portugal) s'engage, malgré plusieurs réformes coloniales importantes, dans une longue période de conflits outre-mer. Le 8 mai 1945 tout bascule. Le jour de la victoire sur le nazisme, des émeutes éclatent dans le Constantinois en Algérie. La répression est immédiate et on compte plusieurs milliers de morts. Un an et demi plus tard, la guerre d'Indochine atteint son point de non-retour avec l'insurrection de Hanoï, en décembre 1946. Quelques mois plus tard, en mars 1947, c'est l'embrassement à Madagascar et la répression va durer dix-huit mois. On entre dans le temps des décolonisations. Dans le même temps, en 1946, les « vieilles colonies » (Guadeloupe, Martinique, Guyane et La Réunion) connaissent la départementalisation.

Le concept de la supériorité de la métropole sur les colonies a été ébranlé par le choc de la guerre. Mais les réformes annoncées lors de la conférence de Brazzaville (janvier-février 1944) se limitent finalement à un replâtrage impérial de façade : avec la mise en place de plans de développement économique et d'infrastructures (FIDES), la suppression du *code de l'indigénat* et du travail forcé, sans oublier l'octroi graduel de droits électoraux aux populations colonisées. Il faudra attendre 1956 pour que la loi-cadre Defferre fasse entrevoir l'indépendance pour les seules colonies d'Afrique noire et de Madagascar. Si des images paternalistes subsistent dans la propagande impériale, les images de l'Agence économique de la France d'outre-mer abandonnent désormais toute référence raciale explicite et montrent les « sujets coloniaux » comme des acteurs du développement économique. Dans le même temps, une nouvelle génération d'élus et d'intellectuels impose une réelle présence politique et intellectuelle, à l'image de Ferhat Abbas, Messali Hadj, Aimé Césaire, Amadou Lamine-Guèye, Léopold Sédar Senghor, Gaston Monnerville, Félix Houphouët-Boigny ou Hô Chi Minh, obligeant les autorités françaises à un grand écart permanent entre volontés de réformes et répressions outre-mer.

L'UNION FRANÇAISE

1945-1960



AIMÉ CÉSAIRE (1913-2006)

Maritonnais, il rejoint, vers les années 30, le lycée Louis-le-Grand à Paris où il se lie d'amitié avec Léopold Sédar Senghor. En 1924, de l'épave du voilier *l'Éclair*, il fonde avec ce dernier le *Jeune Afrique*. En 1945, il est élu maire de Fort-de-France, puis député appartenant au PCF. Il sera le rapporteur de loi du 19 mars 1946 qui transforme les « colonies françaises » en départements français. Il publie, en 1950, son *Discours sur le colonialisme* qui marque profondément l'opinion internationale de son époque.



DÉPARTEMENTALISATION

Le soir du 19 mars 1946, après le vote de la loi relative aux nouvelles colonies, est discutée par la commission des territoires d'outre-mer où les députés Aimé Césaire, Raymond Imbert, Léon de Lipietz et Léopold Sédar Senghor le réajustement du départementalisation. Aimé Césaire fait, à cette occasion, le procès de tous les colons de métropole et explique pourquoi ce statut doit être réservé à la Réunion française et en 1948, est le fondateur avec Senghor pour ses collègues.



La Seconde Guerre mondiale marque une rupture en Europe, comme dans les territoires ultramarins. L'anticolonialisme affiché des États-Unis et de l'URSS, la charte des Nations unies qui a inscrit en 1945 le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », la tribune offerte par l'ONU aux pays nouvellement indépendants comme l'Inde en 1947 et l'Indonésie en 1949, le renforcement des partis nationalistes dans toutes les colonies françaises... contribuent à la fragilisation du système colonial. Dans ce contexte, la France (comme la Belgique ou le Portugal) s'engage, malgré plusieurs réformes coloniales importantes, dans une longue période de conflits outre-mer. Le 8 mai 1945 tout bascule. Le jour de la victoire sur le nazisme, des émeutes éclatent dans le Constantinois en Algérie. La répression est immédiate et on compte plusieurs milliers de morts. Un an et demi plus tard, la guerre d'Indochine atteint son point de non-retour avec l'insurrection de Hanoi, en décembre 1946. Quelques mois plus tard, en mars 1947, c'est l'embrasement à Madagascar et la répression va durer dix-huit mois. On entre dans le temps des décolonisations. Dans le même temps, en 1946, les « vieilles colonies » (Guadeloupe, Martinique, Guyane et La Réunion) connaissent la **départementalisation**. Le concept de la supériorité de la métropole sur les colonies a été ébranlé par le choc de la guerre. Mais les réformes annoncées lors de la conférence de Brazzaville (janvier-février 1944) se limitent finalement à un repli stratégique impérial de façade : avec la mise en place de plans de développement économique et d'infrastructures (FIDES), la suppression du code de l'indigénat et du travail forcé, sans oublier l'octroi graduel de droits électoraux aux populations colonisées. Il faudra attendre 1956 pour que la loi-cadre Defferre fasse évoluer l'indépendance pour les seules colonies d'Afrique noire et de Madagascar. Si des images paternalistes subsistent dans la propagande impériale, les images de l'Agence économique de la France d'outre-mer abandonnent désormais toute référence raciale explicite et montrent les « sujets coloniaux » comme des acteurs du développement économique. Dans le même temps, une nouvelle génération d'élus et d'intellectuels impose une réelle présence politique et intellectuelle, à l'image de Ferhat Abbas, Messali Hadj, **Aimé Césaire**, Amadou Lamine-Guelte, Léopold Sédar Senghor, Gaston Monnerville, Félix Houphouët-Boigny ou Hô Chi Minh, obligent les autorités françaises à un grand écart permanent entre volontés de réformes et répressions outre-mer.

« Après la fraternité et la liberté, nous venons vous demander l'égalité devant la loi, l'égalité des droits. »

Gaston Monnerville (1948)



1945-1958

MISE EN VALEUR ÉCONOMIQUE

A partir de 1945, le discours colonial devient un discours d'autojustification. La propagande magnifie les progrès économiques et sociaux ainsi que les programmes d'infrastructures et sanitaires, dont les colonisés seraient les principaux bénéficiaires. La IV^e République élabore des plans mettant en place une politique d'équipements publics qui doit permettre d'attirer les capitaux privés grâce à des conditions de transports et de crédits favorables. À partir de 1952-1953, les moyens mis en œuvre sont en net recul et la machine est quasi à l'arrêt en 1957, au moment de l'application de la loi-cadre Defferre (adoptée le 23 juin 1956). Le bilan est médiocre, malgré des investissements conséquents.

Une intense propagande, utilisant l'image, met en scène la valorisation du domaine colonial. L'idée de progrès succède, graduellement, à la notion de « mission civilisatrice » de la métropole. Pour soutenir le nouveau discours économique sur l'Union française, la photographie devient, à partir de 1945, le principal support imagé de la propagande orchestrée par l'Agence économique de la France d'outre-mer. Les plus grands photographes du temps sont mobilisés, comme François Kollar, Germaine Krull, André Martin, Bernard Lembezat, Pierre Verger, Léon Herschritt ou Claude Sauvageot. Plusieurs missions photographiques et cinématographiques sont ainsi organisées dans les colonies, permettant ainsi à l'Agence de disposer de milliers d'images. L'exotisme imprègne toujours la production iconographique, notamment les affiches de tourisme, le cinéma colonial ou les illustrés pour la jeunesse. Mais, la multiplication des illustrations sur la « mise en valeur » du continent modèle une nouvelle image des colonisés, au service du développement de « leur » pays. Les Français peinent à se mobiliser sur ces enjeux, comme le montrent plusieurs sondages de l'époque, et une note en décembre 1950 souligne la nécessité de renouveler l'action de propagande : « *Au grand public convient une documentation de vulgarisation [...], l'opinion spécialisée demande des précisions plus poussées, des explications plus techniques.* » Dix ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Union française demeure sous-équipée et les réformes ont, globalement, échoué. C'est dans ce contexte que la critique envers le colonialisme se radicalise et que les milieux d'affaires se détournent de l'empire ; un mouvement d'opinion d'idée nommé « cartiérisme » que résumera la célèbre phrase du député Jean Montalat, qui dit « *préférer la Corrèze au Zambèze* ».

1945-1962

GUERRES & DÉCOLONISATIONS

La période (1945-1962) voit se succéder trois guerres coloniales, en Indochine, en Algérie et au Cameroun. La répression est une réponse systématique à toutes les demandes de réformes politiques ou indépendantistes aux quatre coins de l'Union française ; une situation que dénoncent d'ailleurs des intellectuels, comme Albert Camus. Mais c'est le choc de la défaite de Diên Biên Phu en 1954 et l'affaire de Suez en 1956 qui marquent pour l'opinion la fin de « l'épopée coloniale de la France ». La guerre d'Algérie (1954-1962) s'accompagne d'images dans la presse qui relatent sans fard les violences et provoquent un véritable choc dans l'opinion : la fiction impériale vacille, encore malmenée avec le départ des appelés. Les réformes engagées par Charles de Gaulle en 1958 en Algérie, reprenant l'essentiel de la loi-cadre à travers le plan Constantine, arrivent trop tard.

Depuis 1945, les discussions ont été lancées en France quant au statut de l'Union française. En 1958, force est de constater qu'elle a vécu et le référendum sur la Communauté porte sur le maintien ou non de chaque territoire d'Afrique noire dans le cadre français. Ce référendum permet provisoirement le maintien de l'ensemble colonial en Afrique noire (seule la Guinée demande l'indépendance). La guerre d'Algérie entraîne la fin de la IV^e République en 1958 et, le 17 octobre 1961, la répression brutale de la manifestation du FLN à Paris fait plusieurs dizaines de morts. Le 8 février 1962, c'est une manifestation contre l'Organisation de l'armée secrète (OAS) qui fait neuf morts. Le 8 avril 1962, un référendum donne une majorité de « oui » (à plus de 90 %) à la séparation entre la France et l'Algérie. L'édifice impérial s'écroule. En quinze ans, la France a perdu le contrôle de la quasi-totalité de son empire. Toutefois, les indépendances sont acquises selon des modalités différentes : négociées au Maroc avec l'Istiqlal et en Tunisie avec le Néo-Destour ; conflictuelles en Algérie avec le Front de libération nationale (FLN) ou au Cameroun avec l'Union des populations du Cameroun (UPC) ; octroyées en Afrique de l'Ouest (hormis la Guinée) et équatoriale malgré les révoltes en Haute-Volta et en Côte d'Ivoire ; dans l'urgence et violentes au Viêt-nam, au Cambodge ou à Madagascar ; institutionnelles avec les statuts spécifiques dans les « vieilles colonies », à Djibouti, en Polynésie ou en Nouvelle-Calédonie. Avec les décolonisations, ce sont plus d'un million et demi de « rapatriés » venant du Liban, d'Indochine ou d'Afrique du Nord qui arrivent dans l'Hexagone.

GUERRES & DÉCOLONISATIONS

1945-1962



La période (1945-1962) voit se succéder trois guerres coloniales, en Indochine, en Algérie et au Cameroun. La répression est une réponse systématique à toutes les demandes de réformes politiques ou indépendantistes aux quatre coins de l'Union française : une situation que dénoncent d'ailleurs des intellectuels, comme **Albert Camus**. Mais c'est le choc de la défaite de **Diên Biên Phu** en 1954 et l'affaire de Suez en 1956 qui marquent pour l'opinion la fin de « l'empire colonial de la France ». La guerre d'Algérie (1954-1962) s'accompagne d'images dans la presse qui relatent sans fard les violences et provoquent un véritable choc dans l'opinion : la fiction impériale vacille, encore malmenée avec le départ des appelés. Les réformes engagées par Charles de Gaulle en 1958 en Algérie, reprenant l'essentiel de la loi-cadre à travers le plan Constantine, arrivent trop tard.

Depuis 1945, les discussions ont été lancées en France quant au statut de l'Union française. En 1958, force est de constater qu'elle a vécu et le référendum sur **la Communauté** porte sur le maintien ou non de chaque territoire d'Afrique noire dans le cadre français. Ce référendum permet provisoirement le maintien de l'ensemble colonial en Afrique noire (seule la Guinée demande l'indépendance). La guerre d'Algérie entraîne la fin de la IV^e République en 1958 et le 17 octobre 1961, la répression brutale de la manifestation du FLN à Paris fait plusieurs dizaines de morts. Le 6 février 1962, c'est une manifestation contre l'Organisation de l'armée secrète (OAS) qui fait neuf morts. Le 8 avril 1962, un référendum donne une majorité de « oui » (à plus de 90 %) à la séparation entre la France et l'Algérie. L'édifice impérial s'écroule. En quinze ans, la France a perdu le contrôle de la quasi-totalité de son empire. Toutefois, les indépendances sont acquises selon des modalités différentes : négociées au Maroc avec l'Asigal et en Tunisie avec le Néo-Destour ; conflictuelles en Algérie avec le Front de libération nationale (FLN) ou au Cameroun avec l'Union des populations du Cameroun (UPC) ; octroyées en Afrique de l'Ouest (hors la Guinée) et équatoriale malgré les révoltes en Haute-Volta et en Côte d'Ivoire ; dans l'urgence et violentes au Viêt-nam, au Cambodge ou à Madagascar ; institutionnelles avec les statuts spécifiques dans les « vieilles colonies », à Djibouti, en Polynésie ou en Nouvelle-Calédonie. Avec les décolonisations, ce sont plus d'un million et demi de « rapatriés » venant du Liban, d'Indochine ou d'Afrique du Nord qui arrivent dans l'Hexagone.



LA COMMUNAUTÉ

La Communauté est instituée par le Constitutionnel du 4 octobre 1958, remplacé dans les faits par le statut de l'Union française. Elle comprend les États de l'ancienne AOF (outre la Guinée) : le Sénégal et le Soudan formant la Fédération du Mali, la République autonome mauritanienne, la République du Dahomey, la République sénégalaise, la République de Côte d'Ivoire, la République du Niger, les États de l'ancienne AEF : la République du Tchad, la République centrafricaine, la République du Gabon, la République du Congo, ainsi que la République malgache. L'Algérie et l'Égypte ne font pas partie.

ALBERT CAMUS (1913-1959)

Mé en Algérie, ce romancier philosophe puis écrivain résiste dans le nord algérien et s'engage à la fois dans la Résistance et dans le journal *Combat* en 1947. Il s'oppose, avec François Jaffrenco, aux tentatives de réconciliation avec l'Algérie. Il est élu à l'Académie française en 1958. Il est assassiné à l'âge de 46 ans par un attentat à la bombe le 4 janvier 1959.



“ Sans l'Algérie et sans l'Afrique française, que deviendrait notre pays ? ”

Edgar Faure, président du Conseil (1953)



GUERRES DE MÉMOIRE & PASSÉ COLONIAL

Depuis les indépendances, les mémoires coloniales s'affirment en France et s'opposent, soulignant les héritages d'un passé « qui ne passe pas ». Six décennies après la défaite de Diên Biên Phu et le début de la guerre d'Algérie (1954), et après deux ans de débats parlementaires, le Parlement français affirmait dans le cadre de l'article 1 de la loi du 23 février 2005 que « *La nation exprime sa reconnaissance aux femmes et aux hommes qui ont participé à l'œuvre accomplie par la France dans les anciens départements français* ». Ce texte montre l'importance de l'enjeu mémoriel autour de l'histoire coloniale et la difficulté à assumer le passé pour construire une mémoire collective apaisée. Les commémorations et décisions politiques se succèdent, sans forcément s'inscrire dans une dynamique cohérente, et beaucoup évoquent une supposée « repentance » dès qu'une lecture critique de ce passé émerge. En 1996, le président de la République rend hommage à l'œuvre coloniale de la France et, dix ans plus tard, il préside, dans les jardins du Luxembourg, la première commémoration nationale de la traite négrière, de l'esclavage et de leurs abolitions dans le prolongement de la Loi Taubira de 2001 ; en 2005, l'ambassadeur de France reconnaît que les massacres de mai 1945 dans le Constantinois (Algérie) étaient « inexcusables » mais, dans le même temps, les projets d'édifices mémoriaux et de lois nostalgiques souhaitent rendre hommage à l'« œuvre coloniale ».

Tout au long de ces années, les projets de musées se neutralisaient, au point que la France est l'un des rares pays ayant eu un empire colonial qui soit incapable de bâtir un musée sur ces quatre siècles d'histoire coloniale. Seules quelques expositions ont invité le public français à s'interroger : *Coloniales. 1920-1940* (1989), *Aux colonies* (1991), *La France en guerre d'Algérie* (1992), *Négripub* (1992), *Images et Colonies* (1993), *Exhibitions. L'Invention du Sauvage* (2011-2012), *Algérie. 1830-1962* (2012), *Indochine. Des territoires et des hommes* (2014)... Cette difficulté à faire surgir une mémoire et une histoire coloniales partagées relève probablement de plusieurs facteurs : d'une part, le simple travail du temps, ce fameux « travail de deuil », n'a pas fait complètement son œuvre ; d'autre part, la présence de mémoires contradictoires coexiste avec la manipulation politique des nostalgies coloniales (la « repentance »), la focalisation sur la guerre d'Algérie ou l'esclavage (les « réparations »), alors que les immigrations postcoloniales transposent les conflits d'hier dans les enjeux identitaires d'aujourd'hui.

“ Il est absolument indispensable qu’une propagande méthodique, sérieuse, constante par la parole et par l’image [...] puisse agir dans notre pays sur l’adulte et l’enfant. ”

Albert Sarraut, ministre des Colonies (1920)